

## Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? A society without classes or without a discourse of class?

Claude Dubar

Number 49, Spring 2003

Des sociétés sans classes ?

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/007904ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/007904ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Lien social et Politiques

ISSN

1204-3206 (print)

1703-9665 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Dubar, C. (2003). Sociétés sans classes ou sans discours de classe ? *Lien social et Politiques*, (49), 35–44. <https://doi.org/10.7202/007904ar>

Article abstract

The current situation is less one in which social classes have declined than one in which there is an almost total disappearance of any discourse of class. Marxism provided the most complete version of such a discourse, one that was both scientific and political. In France in the 1960s and 1970s Marxism was a sociological theory of reference, deployed in much research. This article links its disappearance in the 1980s and 1990s to the weakening of ties between intellectuals and the French Communist Party as well as to the decline of the core of the working class and its “class consciousness,” that followed when its industrial centres were dismantled and a new managerialist discourse and practice took hold. The article ends with a call for a discourse linking, in a new way, class analysis and perspectives on social transformation.

# Sociétés sans classes ou sans discours de classe ?

---

Claude Dubar

L'expression «société sans classes» qui est au cœur de ce numéro m'a fait penser à cette lettre célèbre de Marx expliquant son apport à la théorie des classes sociales :

En ce qui me concerne, je n'ai pas le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société contemporaine, ni d'avoir découvert leurs luttes entre elles. Longtemps avant moi des historiens bourgeois avaient exposé le développement historique de cette lutte des classes et les économistes bourgeois l'anatomie économique des classes. Ce que j'ai fait de nouveau, c'est d'avoir démontré : 1° que l'existence des classes ne se rattache qu'à certaines phases historiques du développement de la production; 2° que la lutte des classes mène nécessairement à la dictature du prolétariat; 3° que cette dictature n'est elle-même que la transition à la suppression de toutes les classes et à la société sans classes (Marx, 1852).

Commentant, en 1964, ce texte devant ses étudiants, Raymond Aron considérait ces trois propositions comme «les éléments essentiels de [...] la philosophie marxiste de l'histoire» et prenait position en anticipant les résultats de son étude : «ce sont précisément ces trois propositions qui me paraissent fausses» (Aron, 1964 : 56).

Pourquoi partir de ce rappel ? Parce qu'il me paraît emblématique des enjeux sous-jacents à de nombreux débats portant, aujourd'hui comme hier, sur l'usage du terme «classes sociales». La question : «y a-t-il encore des classes sociales?», par exemple, n'est pas une interrogation portant sur des «faits», des observations ou des mesures (notamment d'inégalités), mais sur des «mots», plus précisément un concept, une catégorie qui renvoie à un *discours*. L'expression

«classes sociales» peut appartenir à plusieurs types de discours. Mais ce n'est, me semble-t-il (comme le pensait Aron), que dans le discours «marxiste» (ou «néo-marxiste», voire «marxisant»), que ce terme est relié à ceux que l'on trouve dans la citation précédente : lutte de classe, production, dictature du prolétariat (ou révolution), société sans classe. C'est à l'intérieur de ce discours *théorique* que le mot de «classe sociale» unit une explication qui se dit «scientifique» avec une interprétation qui se veut «politique», union d'un paradigme scientifique d'explication de l'histoire et d'un programme politique de transformation sociale. Ma première thèse, sur ce point, rejoint celle du sociologue américain George Ross : alors qu'il était très présent dans les années 1960 et 1970, ce discours a, au cours des années 1980 et surtout 1990, «presque complètement dis-

paru, en France, des champs politique et intellectuel» (Ross, 1991 : 243). La sociologie ne fait pas exception: le discours de classe, au sens marxiste, disparaît pratiquement de la littérature sociologique, en France, au cours des années 1980<sup>1</sup>. J'adhère partiellement à l'explication proposée par le même auteur qui fera l'objet de ma seconde thèse: «ce sont les rapports entre l'intelligentsia et la gauche officielle qui constituent la facteur clé explicatif de ce phénomène» (*ibid.*: 258). J'y ajouterai un autre facteur qui me semble plus important encore et qui sera ma troisième thèse: la déstructuration de la «classe ouvrière» et le déclin du sentiment d'appartenance de classe de ses membres (et des luttes sociales à objectif «globalisant»), sous l'effet de la crise et des nouvelles politiques managériales, sont décisifs dans l'explication de cette quasi-disparition.

Pour argumenter ces différentes thèses, je proposerai une périodisation en trois temps, dans le cas de la France: les années qui ont précédé et suivi Mai 68, les années 1980 et les années 1990. Je prendrai, dans chaque cas, un ou deux

exemples qui me paraissent significatifs de ce discours, en lien avec des travaux à base empirique, concernant l'identification sociale. Je tenterai de le mettre en relation avec les configurations politiques de l'époque, et notamment les liens entre les intellectuels et les partis de gauche. Je conclurai en m'interrogeant sur les relations entre discours de classe, conflictualité sociale et perspectives de transformation politique.

Une dernière précision préalable. Ma position épistémologique sur les rapports entre connaissance (et discours) sociologique et configuration (et identification) sociale exclut à la fois la thèse du reflet (le discours sociologique n'est pas un «pur reflet» du débat social) et celle du dévoilement (le discours sociologique n'est pas un «dévoilement» de la vérité du social). Le discours sociologique, dès lors qu'il s'efforce de s'appuyer sur des données empiriques, vise à produire des connaissances sur le social, mais celles-ci impliquent des interprétations qui dépendent des liens entre les chercheurs et les acteurs sociaux et politiques.

Parmi ces liens, ceux qui les relie aux «forces» (partis, syndicats, etc.) politiques sont particulièrement importants.

### **L'âge d'or des «classes sociales» dans la sociologie française (années 1960 et 1970)**

Au moment où Raymond Aron publie son cours sur *La lutte des classes* (1964), on peut considérer qu'en France, «les classes et les rapports de classe sont devenus l'objet central de la sociologie»

(Dubet, 2001 : 12). Tous les sociologues ne sont certes pas «marxistes», tant s'en faut, mais tous ou presque reconnaissent que les classes sociales et les rapports de classe structurent le fonctionnement de ce qu'Aron appelle, avec beaucoup d'autres, les *sociétés industrielles*. Le paradigme de classe est devenu dominant au sein de la sociologie française notamment à cause de la place éminente qu'y occupe la sociologie du travail, pour laquelle, comme l'explique longuement Touraine, à l'époque (1962 : 281), «la *situation de travail*, sous tous ses aspects, rend compte du fonctionnement du système industriel comme de la configuration des forces (ou des classes) sociales». Ce paradigme, au double sens de représentation de la société et de guide pour la pratique de la sociologie considérée comme discipline scientifique (Kuhn, trad. 1962), implique que l'on cherche l'explication des conduites dans les situations sociales, qui sont d'abord liées à des situations de travail, plus ou moins explicitement définies comme des positions dans les rapports de production.

L'appartenance de classe, en tant que position «objective» dans les rapports sociaux de travail, est généralement mesurée grâce aux catégories socioprofessionnelles de l'INSEE, qui constituent un instrument essentiel de mise en œuvre de ce paradigme. L'appartenance de classe explique à la fois les chances d'accès aux biens et aux services (par exemple les inégalités d'accès des enfants à l'enseignement supérieur) et, en partie au moins, les pratiques culturelles et les attitudes

«subjectives» des individus, notamment en matière syndicale (Benoît et Maurice, 1960), mais aussi religieuse ou politique (Michelat et Simon, 1977). La classe ouvrière, celle qui subit directement l'exploitation du travail salarié par le capital, dans la grande industrie, est au cœur des préoccupations de la sociologie de l'époque, la sociologie du travail en particulier, quelles que soient les manières de l'aborder, en termes de dépossession culturelle (Friedmann), de (dé)qualification sociale (Naville), de conscience ouvrière (Touraine) ou de transformations en «nouvelle classe ouvrière» (Mallet). Cette classe emblématique constitue à la fois, pour la plupart des sociologues de l'époque, un groupe d'intérêts «objectifs», un ensemble «culturel» partageant plus ou moins les mêmes modes de vie, voire les mêmes croyances et attitudes, et le support de rapports de domination et de mouvements sociaux (syndicaux, notamment). On pourrait en dire autant du grand patronat même s'il est, à l'époque, beaucoup moins étudié par les sociologues. Quant aux «couches moyennes», les ingénieurs et cadres en particulier, la question dominante de l'époque est celle de leur position ou «orientation de classe», entre solidarité avec le patronat et rapprochement de la classe ouvrière (Gadéa, 2002). Au cours de cette période, les études sociologiques concernant les autres groupes professionnels, notamment ceux travaillant dans le secteur tertiaire, sont très rares, de même que les travaux portant sur les emplois

majoritairement féminins (Dubar, 1999).

Comment caractériser et, si possible, expliquer le point de vue dominant sur les classes sociales dans les productions sociologiques de l'époque? J'ai choisi deux recherches, parmi tant d'autres, en début et fin de période, de manière à comprendre le point de vue sociologique le plus répandu et les conceptions des classes sociales qu'il impliquait. La première porte sur les relations entre «groupes professionnels» et «relations collectives de travail» dans une grande entreprise (Benoît et Maurice, 1960); la seconde porte sur les relations entre classes sociales, pratiques religieuses et vote politique (Michelat et Simon, 1977). La première se rattache directement à la sociologie du travail alors que la seconde relève plus de la sociologie politique. La première utilise le terme de «groupes professionnels» alors que la seconde parle explicitement de classes sociales, objectives et subjectives. La première porte sur une grande entreprise industrielle alors que la seconde utilise un échantillon de personnes interrogées, en 1966, sur tout le territoire français. Malgré toutes ces différences, on peut assez facilement trouver un *schème explicatif commun* à ces deux recherches: c'est leur situation de classe qui détermine les attitudes des individus concernés. Qu'il s'agisse de l'appartenance de classe saisie principalement à partir de leur groupe socioprofessionnel («classe objective») ou du sentiment d'appartenance, saisi au moyen de questions d'opinion ou d'entretiens non

directifs («classe subjective»), le concept de classe est le principe explicatif premier retenu par ces deux recherches, comme par beaucoup d'autres, durant cette période.

Ce qui m'est apparu intéressant et typique dans la première recherche, c'est le rôle joué par l'analyse des réponses à une question d'opinion dans le raisonnement des auteurs. En effet, à l'item: «ce que veulent les patrons et ce que veulent les salariés, cela s'oppose en grande partie ou tout à fait», répondent qu'ils sont tout à fait d'accord 57% des ouvriers, 38% des dessinateurs, 20% des ingénieurs, 29% des agents de maîtrise, 33% des employés (femmes pour la plupart) et 45% des agents techniques (appelés aussi techniciens). La question est considérée comme un bon indicateur de l'adhésion à la doctrine de la lutte des classes, qui, constatent les auteurs, a une «importance capitale» dans l'adhésion au «mouvement ouvrier» (la CGT, première organisation syndicale de l'époque). Ainsi, le «groupe ouvrier», dans cette grande entreprise métallurgique, adhère majoritairement aux «valeurs syndicales traditionnelles», ce qui n'est le cas que d'une forte minorité des dessinateurs («s'intégrant moins dans une perspective d'opposition inéluctable patron/salariés») et des techniciens et d'une faible minorité des employés, des agents de maîtrise et des ingénieurs («trouvant plus d'intérêts communs aux patrons et aux salariés, notamment la prospérité de l'entreprise»). Dans leur interprétation générale très argumentée, les auteurs distinguent quatre dimensions de la situation de travail qui discriminent les

divers «groupes professionnels»: le rôle dans l'entreprise, la représentation qu'on en fait, l'avenir professionnel possible (chances de promotion), la dépendance à l'égard de l'entreprise (liée au diplôme possédé et à la formation suivie). Le groupe ouvrier manifeste, en majorité, une «position de classe» parce que sa situation de travail est la plus mauvaise. Son opposition à la direction découle de cette situation et justifie son adhésion aux thèses du syndicalisme de classe. Dans la même lignée, Touraine (1965) fera de la conscience ouvrière le vecteur principal de l'historicité des sociétés industrielles. Pour beaucoup de sociologues du travail de l'époque, en France, la classe ouvrière n'est pas seulement une position «objective» dans les rapports de travail, c'est un acteur collectif dans la lutte des classes.

La recherche de Guy Michelat et Michel Simon, parue près de vingt ans après l'article précédent, porte en fait sur des données qualitatives et quantitatives recueillies en 1966. Elle est particulièrement intéressante pour mon propos. En effet, elle porte sur les relations com-

plexes entre le vote ou l'orientation politique (droite, gauche, spécialement communiste), la pratique et les convictions religieuses (pratiquants, croyants non pratiquants, non-croyants) et la classe sociale, objective («appartenance») et subjective («conscience»). De longs développements sont consacrés au concept de classe. La classe objective est définie par la «position dans le système de production», mais surtout mesurée grâce à l'indicateur «catégorie socioprofessionnelle», ou mieux «groupe socioprofessionnel», qui est considéré, par les auteurs, comme «garant de la pertinence du concept de classe»<sup>2</sup> et comme «un indicateur souvent grossier mais utilisable de la classe sociale objective» (Michelat et Simon, 1977: 139 et 143). La classe sociale subjective est à la fois reliée à la notion de «conscience de classe» utilisée par Marx et mesurée, «avec la plus grande prudence», par la «classe sociale à laquelle le sujet a conscience d'appartenir». Dans l'échantillon, il est intéressant de noter que seulement 61% des répondants disent appartenir à une classe (24% la classe ouvrière, 13% la classe moyenne et 24%... une autre classe), 30% répondent négativement à la question du sentiment d'appartenance et 9% ne répondent pas. Il faut enfin reconnaître aux auteurs une grande probité intellectuelle dans la restitution de leurs résultats. À aucun moment ils n'affirment que la classe sociale, objective ou subjective, détermine les croyances politiques ou religieuses. C'est la très forte relation entre variables religieuses et variables politiques

qui est systématiquement mise en évidence et qui fonde la thèse des auteurs sur la forte «prégnance des codes symboliques d'origine socio-culturelle affectivement valorisés» sur les orientations à la fois politiques et religieuses de leurs répondants (*ibid.*: 461). Remarquons enfin qu'à aucun endroit de ce livre très riche, on ne trouve le terme de classe sociale dans les propos extraits des entretiens non directifs, même ceux des «ouvriers religieux communistes» (*ibid.*: 52-55). Ce sont les auteurs qui interprètent en termes de classes des paroles portant sur des «différences entre le patron et l'ouvrier» ou sur l'importance «du syndicat pour nous défendre». Rien ne permet de conclure des citations produites que le *discours de classe* des organisations se réclamant du marxisme (notamment la CGT et le PCF, à l'époque) ait été intériorisé, en tant que tel, par les ouvriers concernés.

C'est un point important, sinon capital, au cœur de mon propos. Car il ne suffit pas de se reconnaître «ouvrier», même «syndiqué», pour adhérer aux thèses de la lutte des classes et de la révolution conduisant à une société sans classe. Utiliser ou non le terme de classe sociale, c'est *marquer* ou non son discours dans le sens de l'adhésion ou non à ces thèses. Certains mots ont une extrême prégnance dès lors que leur usage implique une «prise en charge» par l'énonciateur (Wald, 1999). Or, on peut faire l'hypothèse que, durant la période considérée, le discours de classe, dans la société française, a subi des inflexions importantes. Même en se limitant aux intellec-

tuels, il semble aujourd'hui établi (Ross, 1991) que, du début des années 1960 (on pense à la déclaration de Jean Paul Sartre: «le marxisme est l'horizon indépassable de notre temps») à la fin des années 1970 (où se font entendre les critiques acerbes des «nouveaux philosophes» contre le marxisme conduisant à la dictature stalinienne), en passant par des tentatives de construire une théorie unifiée et adaptée à la France (Poulantzas, 1974), le thème de la lutte des classes a subi des évolutions importantes, irréductibles à une simple érosion. Il en est de même de certains concepts clés du marxisme, dans le discours du Parti communiste français par exemple, qui abandonne officiellement celui de «dictature du prolétariat» en 1976 et fait de moins en moins référence à celui de «classe ouvrière» dans ses déclarations, lui substituant celui de «classes populaires». Il s'agit d'un pur constat: ce qui au départ était considéré comme une sorte de concept sociologique «de base», non marqué, devient durant cette période, notamment après Mai 68, un concept en quelque sorte «politisé» qui doit être longuement justifié (voir Michelat et Simon) et «autonomisé» par rapport au système conceptuel principal dont il faisait partie (lutte des classes, révolution, dictature du prolétariat, société sans classe). Il est vrai que, dans le même temps, l'érosion électorale du PCF amorcée dans les années 1950 se poursuit en France. Alors que le candidat Duclos avait dépassé les 20% aux élections de 1969, le candidat Marchais ne dépasse guère les 15% en 1981, ce qui n'empêcha pas quatre ministres

communistes d'entrer dans le gouvernement de gauche mis en place par François Mitterrand... Enfin, une grave crise éclate, en 1978, au sein du Parti communiste, entre sa direction et certains de ses intellectuels qui le quitteront dans les années 1980: la place de la théorie marxiste est une des pommes de discorde de cette crise (Ross, 1991: 258) qui concerne, en particulier, le mode de relation entre un parti dit révolutionnaire et ses intellectuels dits organiques.

### **L'effondrement du paradigme de classe et la mutation identitaire dans les années 1980**

Sous un gouvernement de gauche, à participation communiste, le discours de classe, dans le champ politique, subit de nouvelles inflexions significatives en France. La crise ouverte en 1978 au sein du PCF est suivie de nombreux départs d'intellectuels «marxistes» qui ne se reconnaissent plus dans les orientations et le fonctionnement du «parti de la classe ouvrière». Le choix, en 1983, d'une politique de rigueur par le gouvernement de gauche et l'échec des espoirs de sauvetage de certaines d'entreprises et de milliers d'emplois ouvriers dans les branches industrielles comme les charbonnages, la sidérurgie, les chantiers navals, le textile, la métallurgie etc. provoquent des effets désastreux sur les ouvriers et leur «culture» (Verret, 1999: 89). On assiste à cette époque, en France, à une véritable mutation du discours politique «de gauche». La formule de George Ross, bien qu'elle soit brutale, résume bien les sentiments de la majorité des intel-

lectuels «marxistes»: «la faillite politique rapide de la gauche française, après son arrivée au pouvoir, en 81, contribua, pour longtemps, à désillusionner le peuple de gauche» (*ibid.*: 260). Une des mutations les plus impressionnantes concerne le concept de classes sociales: «les classes sociales avaient été chirurgicalement extirpées des discours intellectuels et politiques [...] le nouvel individualisme triomphait» (*ibid.*: 267). En lieu et place des concepts marxistes déjà passablement révisés à la fin de la période précédente, on voit apparaître de nouvelles expressions qui se substituent insidieusement aux anciennes: exclusion, segmentation, dualisation, société à deux vitesses etc. Tout se passe comme si l'ancien discours de classe était devenu incapable de rendre compte de «la crise» qui, à la suite des deux chocs pétroliers de 1973 et de 1979, continuait à provoquer une montée spectaculaire du chômage, une combinaison d'inflation et de récession et une déstructuration massive de la vieille «société industrielle». Ce discours était d'autant plus dévalorisé qu'en France c'est un gouvernement de gauche, à participation communiste, qui se trouvait contraint, par la force des choses, de promouvoir un discours de la modernisation considéré autrefois comme opposé au discours de classe.

En sociologie, et notamment en sociologie du travail, c'est au cours de cette période qu'on assiste à un véritable effondrement du paradigme de classe, aussi bien dans les travaux portant sur l'industrie et la «classe ouvrière» (Verret, 1999)

que dans ceux portant sur les couches moyennes et notamment les ingénieurs et cadres (Gadéa, 2002), et dans ceux analysant les mouvements sociaux (Touraine et al., 1984). La problématique de l'appartenance et de la conscience de classe cède assez brutalement la place à des approches nouvelles et notamment à des tentatives pour définir une «sociologie de l'entreprise» (Sainsaulieu et Segrestin, 1986) qui privilégie le rapport des salariés à l'organisation et non plus à «leur» classe sociale, mais aussi à des approches nouvelles des groupes professionnels (Dubar, 2003) ou des rapports sociaux de sexe (Maruani, 2000). Ce tournant est inséparable à la fois de la diffusion massive des thèses du «management social», que l'on peut aussi interpréter comme une offensive intense du patronat visant à démanteler les anciennes identités collectives «de classe» pour les remplacer par des «identités d'entreprise» — ce que Danièle Linhart appelle une «bataille identitaire» (Linhart, 1991: 228-244) — et de la nouvelle dégradation de l'emploi qui, au début des années 1990, touche spécialement les salariés les plus

précaires, les femmes, les jeunes, les moins diplômés, ceux qui sont hors des «professions».

Je voudrais à cet égard évoquer un résultat d'enquête qui me paraît rétrospectivement très significatif des mutations des années 1980 en France. Il s'agit d'une enquête effectuée, avec des étudiants de l'Institut de sociologie de l'université de Lille I, à la demande du comité d'entreprise de l'établissement de Douai de la Régie Renault. Les représentants syndicaux, encore majoritairement CGT à l'époque, voulaient connaître les réactions des agents de production (anciennement appelés ouvriers spécialisés) à la modernisation très rapide de la production dans cet établissement considéré comme un des plus robotisés d'Europe au milieu des années 1980 et, par la même occasion, évaluer leur influence au sein de ce qu'on aurait appelé, quinze ans avant, un bastion de la classe ouvrière (on pense à l'expression «forteresse ouvrière» utilisée dans les années 1960). Un questionnaire très complet et un échantillon aléatoire considéré comme représentatif des salariés d'exécution de l'établissement avaient été mis au point en relation avec les délégués au comité d'entreprise. Une question terminale était ainsi libellée: «Pouvez-vous choisir, parmi les groupes suivants, celui auquel vous vous sentez le plus appartenir?». Les résultats<sup>3</sup> furent les suivants parmi les personnels d'exécution de l'établissement: le personnel Renault: 49,8%; la classe ouvrière: 19,5%; les «OS» ou les «pros» ou les «techniciens» etc.: 7,8%; les travailleurs de l'automobile: 7,5%;

une autre formule: 5,5%; je ne sais pas: 9,9%. Ce résultat était fortement corrélé avec les réponses concernant les préférences syndicales; la moitié des répondants avait répondu: «aucune» et 27,3% «la CGT». La majorité des «ouvriers» de cet établissement refusait tous les syndicats et se définissait comme «Renault». On est très éloigné des résultats de Michelat et Simon et, a fortiori, de Benoît et Maurice obtenus dans les années 1960: le sentiment d'appartenance de classe est devenu très minoritaire, y compris au sein des ouvriers d'un établissement d'une grande entreprise automobile<sup>4</sup> considéré, depuis longtemps, comme «le cœur de la classe ouvrière».

On pourrait multiplier les références aux travaux qui, au cours des années 1980, concluent à la perte de centralité de la «classe ouvrière» ou du «mouvement ouvrier» (Touraine, Dubet et Wieworka, 1984) dans la société française et ses mondes du travail. Je préfère insister sur la question des processus d'identification sociale, qui, à l'époque, devient un véritable objet de recherche dans la sociologie française (Desrosières et Thévenot, 1984). Il me semble désormais établi que l'identification «de classe» cède le pas massivement, au cours de ces années, à d'autres formes d'identification: «d'entreprise», «culturelles, y compris ethniques», «professionnelles», voire «individuelles» (Dubar, 2000). Comment ne pas relier ce processus au déclin du discours de classe, y compris parmi les «forces» sociales et politiques censées se structurer autour de ce

discours ? Ce qu'on appelait auparavant la « lutte idéologique » est menée par le « management », avec l'appui de la technocratie d'État (même lorsqu'elle se dit « de gauche »), contre ce discours et cette forme d'identification jugés archaïques, nuisibles à la compétitivité, historiquement « dépassés ». Pas étonnant qu'on assiste au sein de la sociologie française, durant la même période, à un déclin des « analyses de classe » liant un paradigme explicatif déterministe (même probabiliste) et un ancrage politique impliquant un projet de transformation sociale.

### **La disparition du discours de classe et l'effacement des perspectives de transformation sociale : années 1990**

Il est sans doute trop tôt pour dresser un bilan de ce que deviennent les références aux classes sociales dans les travaux des sociologues et les discours des intellectuels au cours de la décennie 1990. Mais on peut tenter de « suivre » ce que deviennent les deux faces du discours de classe que je me suis efforcé de distinguer et de relier. Le paradigme de classe, déterministe et totalisant, cède du terrain face à d'autres paradigmes qui résultent d'un « doute sur l'intelligibilité scientifique du monde social » (Ross, 1991 : 264). Les perspectives de transformation sociale semblent s'effacer après l'effondrement du « socialisme réel » dans la plupart des pays qui avaient fait du marxisme une doctrine d'État et l'accélération de la mondialisation des échanges économiques et financiers, paraissant faire du capitalisme « l'horizon indépassable du

XXI<sup>e</sup> siècle » (Hobsbawm, 1999 : 747). La relation entre les deux processus relève à la fois de l'évidence naïve et d'une lecture à courte vue de l'histoire récente. Tout ce que je peux tenter de faire, ici, c'est tenter d'explicitier et de comprendre les liens possibles, voire probables, entre les deux phénomènes.

Pourquoi et comment est-on passé du triomphe (relatif) du paradigme de classe dans les années 1960 à son (relatif) effacement dans les années 1990 ? Dans le champ de la sociologie du travail, il est instructif de comparer la structure et les contenus de deux *Traités* en langue française parus à 33 ans d'intervalle. Le premier (Friedmann et Naville, 1961-1962) repose sur deux postulats partagés par tous les auteurs (ou presque) et explicités en introduction : la centralité du travail dans les sociétés industrielles et le caractère explicatif de la situation de travail dans l'analyse des conduites, attitudes, opinions, formes de groupement des travailleurs. La société industrielle n'est pas seulement inégalitaire et stratifiée, elle est structurée par les conflits entre groupes, dont le conflit de classe entre ouvriers et patrons est le paradigme. Le second (De Coster et Pichault, 1994) s'interroge sur la perte de centralité du travail, présenté comme un objet de débat à la fois social et sociologique, et s'il réaffirme, avec Touraine, que le travail reste « la condition historique de l'homme » (*ibid.* : 32), il constate « le déplacement du centre de gravité du travail » et la transformation profonde des sociétés que certains qualifient désormais de « postindustrielles » (*ibid.* : 34-35). Mais surtout, on est frappé, à la lec-

ture de ce *Traité*, par l'éclatement des paradigmes mis en œuvre par les auteurs : à côté du paradigme de classe, explicatif, qui demeure, de manière très minoritaire, les perspectives compréhensive, interactionniste, ethnométhodologique, longitudinale, psychosociologique, sociolinguistique sont présentes et mettent en question, de diverses manières, le caractère déterminant des situations de travail. D'abord, en accordant une place beaucoup plus importante que le premier *Traité* aux faits de mobilité, aux trajectoires sociales, professionnelles et individuelles. Comment réduire quelqu'un à une « situation de travail » et à une « position de classe » lorsqu'il passe d'emplois précaires à du chômage, d'emplois menacés dans un secteur à des emplois très différents dans un autre, via des formations plus ou moins qualifiantes ? On assiste à la fois à un « brouillage des classes » (Bouffartigue, 1991) et à une complexification des parcours professionnels qui défie toute tentative de réduction à des déterminations simples. De la flexibilité des formes de production, on est passé à la flexibilité des cycles de vie, via la flexibilité des formes d'emploi. D'où l'envahissement des thèmes de l'individualisation, qui constituent à la fois des effets de ces formes de flexibilité et des résultats de stratégies « managériales », sur fond d'inversion du rapport de force entre salariés et employeurs.

On se demande d'ailleurs, en comparant les deux *Traités*, si ce paradigme de classe de la première période<sup>5</sup> n'était pas d'abord et avant tout le résultat d'un rapport de force favorable au salariat et lui permet-



tant à la fois d'argumenter l'obtention d'avantages économiques (une amélioration des diverses dimensions de la situation de travail) et d'espérer conquérir le pouvoir de décision (via la victoire électorale des forces politiques censées le représenter). Le mouvement ouvrier était parvenu à construire un discours « politique » de classe qui s'accorda, pendant un temps, avec un paradigme « scientifique ». Inversement, l'effacement de ce paradigme et son remplacement par d'autres, plus « individualistes » et plus « indéterminés » (voire anti-déterministes), traduisent l'inversion de ce rapport de force et la domination (provisoire ?) du discours managérial dans la société française.

C'est la raison pour laquelle l'analyse de discours, l'analyse des langages que les salariés — ou futurs salariés — utilisent pour justifier leurs pratiques, définir leur situation et, surtout, raconter ou anticiper leurs parcours est devenue, au cours des années 1990, un point de vue sociologique significatif en France<sup>6</sup>. Le travail que nous avons mené, Didier Demazière et moi-même, pour construire une méthode

d'analyse d'entretiens biographiques de jeunes en insertion (Demazière et Dubar, 1997), à la suite de ceux de salariés dans les entreprises en modernisation (Dubar, 1991) ou des chômeurs de longue durée face à l'Agence pour l'emploi (Demazière, 1992), répondait à cette exigence « constructiviste » de reconstruction des catégories sociologiques permettant de comprendre les identifications sociales à partir des discours indigènes et non des théories dominantes. Il n'est pas étonnant que tous ceux qui ont procédé de cette manière aient conclu à un éclatement des formes d'identification et à l'affaiblissement — voire à la disparition — des identifications (et donc du discours) de classe. Donc, au bout du compte, on se trouve face, non pas à une « société sans classe », mais à une société « sans discours de classe », parce que d'autres discours sont venus structurer les identifications salariales de plus en plus éclatées.

Cette analyse doit être poussée jusqu'au bout. Elle doit intégrer une mutation essentielle dans la manière dont désormais se construisent les identifications sociales et personnelles dans un pays comme la France où les syndicats sont particulièrement mal implantés et les partis « de gauche » divisés. Il n'y a plus de voie toute tracée pour une transformation sociale reposant sur des identités de classe traduites en « conscience de classe » et en engagements « révolutionnaires ». La fin des « grands récits », des « idéologies » prêtes à penser, a fait place à une multitude éclatée de références (locales, privées, ethniques, sexuées, etc.) auxquelles les individus font

appel et qu'ils bricolent et combinent pour se définir, se protéger et, parfois, se mobiliser sur la base de convictions personnelles, forgées à partir de leur expérience (Dubet, 1995). Car il est incontestable que la version « soviétique » du grand récit de la révolution prolétarienne s'est transformée en cauchemar collectif, avant d'être invalidée, de même d'ailleurs que la version laïque et républicaine du grand récit du progrès est incapable de fournir des réponses, en France, à la « crise scolaire » qui est, en partie, la conséquence de la perte de légitimité, dans les quartiers populaires désertés par les militants, de l'ancien discours de classe (Van Zanten, 2001). Il n'est pas impensable qu'un autre « discours de classe » prenne le relais de l'ancien au terme d'un XX<sup>e</sup> siècle qui fut l'un des plus meurtriers de l'histoire humaine et qui a généré un doute généralisé sur l'universalisme du progrès et, plus encore, sur l'idéal communiste (Hobsbawm, 1999). Mais l'idée de transformation sociale et la relance du militantisme progressiste sont, me semble-t-il, désormais inséparables de convictions subjectives, sources d'engagements personnels et réversibles<sup>7</sup>. Certes, les conditions de cette « subjectivation » restent dépendantes de ressources liées à des « positions de classe » et à du « capital culturel » (Bourdieu, 1979). Certes, les inégalités prennent des formes et une ampleur nouvelles dans ce processus d'individualisation généralisée (Dubet, 2001). Mais il n'est pas dit pour autant que tout « discours de classe » soit désormais invalidé. C'est sans doute Max Weber (trad. 1971) qui avait vu le plus clair sur cet usage

abusif du concept: la classe sociale reste définie par l'accès différentiel aux ressources, de manière principalement «économique». Cette position économique ne détermine pas mécaniquement des orientations dans la sphère «politique», non plus que des valeurs dans la sphère «culturelle» (religieuse ou idéologique). Le projet consistant, chez Marx, à en faire un principe unificateur et un vecteur de transformation «révolutionnaire» menant à la réalisation d'une société sans classe a abouti à des régimes rejetés par ceux-là mêmes qui auraient dû en être les plus grands bénéficiaires. C'est donc le projet même de transformation sociale qui est à reconstruire, sur d'autres bases. Le projet «modernisateur» de réduction des inégalités ne saurait en aucun cas suffire: les analyses des sociologues montrent toujours que les objectifs affichés de démocratisation aboutissent généralement à accroître les inégalités sociales (Merle, 2002). Les catégories sociales, définies à partir de leur position économique, demeurent partout très inégales, de tous les points de vue. Nos sociétés ne sont pas sans classes, mais sans discours de classe articulant, de manière nouvelle, une explication théorique de ces inégalités à un projet politique de transformation sociale crédible et vérifiable. C'est une urgence de contribuer à le rétablir.

Claude Dubar  
Printemps  
Université Versailles-St-Quentin

## Notes

<sup>1</sup> On en trouve un indice dans le tableau 4 d'un article de *Sociologie du travail*

(Lemel, Oberti et Reillier, 1996: 195-208) qui recense le nombre d'articles de deux revues (*Sociologie du travail* et *Revue française de sociologie*) utilisant le terme «classes sociales» dans cinq registres différents en 1970-1971, 1980-1981 et 1991-1992. Le registre «marxiste ou néo-marxiste» est représenté par 14 articles en 1970-1971, 7 en 1980-1981 et 0 en 1991-1992.

<sup>2</sup> On trouve, dans la note 7 de la page 139 de l'ouvrage de Michelat et Simon, cette citation d'un des «inventeurs» des CSP de l'INSEE au milieu des années 1950: «tous les sociologues sont d'accord pour admettre que les individus appartenant à des classes sociales différentes ont, au moins statistiquement, des comportements différents» (Porte, 1961: 343).

<sup>3</sup> Ce rapport n'a jamais été publié et aucun article n'en a été tiré par suite d'une interdiction de la majorité syndicale du comité d'entreprise...

<sup>4</sup> Il faudrait évoquer toute l'histoire de la création et de l'implantation de cet établissement, dans les années 1970, justement destiné à faire contre-poids au modèle de Billancourt qui avait été à l'origine des grandes luttes sociales, du Front populaire à Mai 68...

<sup>5</sup> Il y a toute une étude à faire sur la manière dont le fonctionnalisme commun à tous les sociologues du travail de cette première génération était parvenu, plus ou moins, à intégrer dans la notion de classe sociale des éléments hétérogènes issus de Marx, de Weber et de Durkheim. Pierre Bourdieu est certainement, en France, celui qui est parvenu à forger un concept de «structure de classe» relativement opératoire, dans le champ de l'éducation et des pratiques culturelles, grâce à une utilisation astucieuse des catégories socioprofessionnelles (Bourdieu, 1979).

<sup>6</sup> Ce point de vue est, en fait, très ancien dans l'histoire de la sociologie puisque la notion de «définition de situation» date de William Thomas et que la tradition de Chicago a, depuis longtemps, valorisé l'usage des entretiens, notamment biographiques, et la mise en œuvre d'approches longitudinales ou génétiques. Mais c'est en partie parce que le para-

digme de classe, au sens «marxiste», a toujours été ultra-minoritaire dans la sociologie américaine et que le point de vue dominant, celui de la stratification, n'accorde au terme «classe sociale» qu'un sens extrêmement flou et indéterminé, comme l'ont constaté, dans leur corpus, Lemel, Oberti et Reillier (1996).

<sup>7</sup> C'est du moins ce que défendent les sociologues qui se sont intéressés aux évolutions du militantisme en France, dans les années 1990 (Ion, 1997). Il est possible que les mouvements anti(alter)-mondialisation qui se sont développés, en France et dans le monde, depuis la fin des années 1990 inaugurent une ère nouvelle du militantisme et que se consolide, à travers ce mouvement, un discours dans lequel le concept de classe sociale retrouve une certaine pertinence, en relation avec les analyses de l'exploitation et de la domination capitaliste à l'échelle mondiale. Mais, même dans ce cas, il est peu probable que l'ancien discours de classe soit repris en l'état. L'élaboration d'un nouveau discours unissant un paradigme analytique de classe et un programme pragmatique de lutte (tenant le plus grand compte des avancées de l'écologie, du féminisme et des mouvements anti(alter)-mondialistes) est un enjeu majeur de ce mouvement multiforme.

## Bibliographie

- ARON, Raymond. 1964. *La lutte des classes*. Paris, Gallimard, Idées.
- BENOÎT, Odile, et Marc MAURICE. 1960. «Groupes professionnels et relations collectives dans une entreprise», *Sociologie du travail*, 2: 151-169.
- BOUFFARTIGUE, Paul. 1991. «Le brouillage des classes», dans J.-P. DURAND et F.-X. MERRIEN, éd. *Sortie de siècle*. Paris, Vigot: 95-134.
- BOURDIEU, Pierre. 1979. *La distinction. Critique sociale du jugement*. Paris, Éd. de Minuit.
- DE COSTER, Michel, et François PICHAULT, éd. 1994. *Traité de sociologie du travail*. Bruxelles, Éditions De Boeck.

Sociétés sans classes ou sans discours de classe ?

44

- DEMAZIÈRE, Didier. 1992. *Le chômage en crise ? La négociation des identités de chômeurs de longue durée*. Lille, Presses universitaires.
- DEMAZIÈRE, Didier, et Claude DUBAR. 1997. *Analyser les entretiens biographiques. L'exemple des récits d'insertion*. Paris, Nathan.
- DESROSIÈRES, Alain, et Laurent THÉVENOT. 1984. *Les catégories socio-professionnelles*. Paris, La Découverte, Repères.
- DUBAR, Claude. 1985. *Renault-Douai : les enseignements de l'enquête par questionnaire*. Rapport final pour le comité d'entreprise, Lille I, LASTREE, ronéoté.
- DUBAR, Claude. 1991. *La socialisation. Construction des identités sociales et professionnelles*. Paris, Armand Colin (3<sup>e</sup> édition, 2000).
- DUBAR, Claude. 2000. *La crise des identités. L'interprétation d'une mutation*. Paris, PUF.
- DUBAR, Claude. 2003. «Sociologie des groupes professionnels en France : un bilan prospectif», dans P.-M. MENGER, éd. *Les sociologues face aux professions*. Paris, PUF.
- DUBET, François. 1995. *Sociologie de l'expérience*. Paris, Éditions du Seuil.
- DUBET, François. 2001. *Les inégalités multipliées*. Paris, Éditions de l'Aube.
- DURAND, Jean-Pierre, et François-Xavier MERRIEN, éd. 1991. *Sortie de siècle. La France en mutation*. Paris, Vigot.
- FRIEDMANN, Georges, et Pierre NAVILLE (avec la collaboration de Jean-René TREANTON), éd. 1961-1962. *Traité de sociologie du travail*. Paris, Armand Colin, 2 tomes.
- GADÉA, Charles. 2003. *Les cadres en France, une énigme sociologique*. Paris, Belin.
- HOBSBAWN, Eric J. 1999. *L'âge des extrêmes. Histoire du court XX<sup>e</sup> siècle*. Paris, Trad., Éditions Complexe.
- ION, Jacques. 1997. *La fin des militants ?* Paris, Éditions de l'Atelier.
- KUHN, Thomas. 1962. *La structure des révolutions scientifiques*. Paris, Trad., Flammarion.
- LEMEL, Yannick, Marco OBERTI et Frédéric REILLIER. 1996. «Classe sociale : un terme fourre-tout ?», *Sociologie du travail*, XXXVIII : 195-208.
- LINHART, Danièle. 1991. *Le torticolis de l'autruche. L'éternelle modernisation des entreprises françaises*. Paris, Seuil.
- MARUANI, Margaret. 2000. *Sociologie de l'emploi*. La Découverte.
- MARX, Karl. 1852. Lettre à Joseph Weydemeyer, dans *Œuvres choisies*, tome 1, Moscou, Éditions du progrès, Trad. 1970 : 549.
- MERLE, Pierre. 2002. «Démocratisation ou accroissement des inégalités scolaires ?», *Population*, 57, 4-5 : 633-660.
- MICHELAT, Guy, et Michel SIMON. 1977. *Classe, religion et comportements politiques*. Paris, Éditions sociales et Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
- PORTE, Jean. 1961. «Les catégories socio-professionnelles», dans G. FRIEDMANN et P. NAVILLE, éd. *Traité de sociologie du travail*. Armand Colin, tome 1 : 332-354.
- POULANTZAS, Nikos. 1974. *Les classes sociales dans le capitalisme contemporain*. Paris, Seuil.
- ROSS, George. 1991. «La scène intellectuelle», dans J.-P. DURAND et F.-X. MERRIEN, éd. *Sortie de siècle*. Paris, Vigot : 243-272.
- SAINSAULIEU, Renaud, et Denis SEGRESTIN. 1986. «Pour une sociologie de l'entreprise», *Sociologie du travail*, 2 : 136-147.
- TOURAINÉ, Alain. 1962. «Bilan de la sociologie du travail», *Sociologie du travail*, 3 : 278-295.
- TOURAINÉ, Alain. 1965. *La conscience ouvrière*. Paris, Seuil.
- TOURAINÉ, Alain, François DUBET et Michel WIEWORKA. 1984. *Le mouvement ouvrier*. Paris, Fayard.
- VERRET, Michel. 1999. *Le travail ouvrier*. Préface à la réédition, Paris, L'Harmattan.
- WEBER, Max. 1971. *Économie et société*. Paris, Trad. partielle, Plon.